

COMMUNIQUE DE PRESSE

LA MUNICIPALITE DE TRAPPES-EN-YVELINES REAGIT AUX PROPOS MENSONGERS, OUTRANCIERS ET INSULTANTS DU DEPUTE « LES REPUBLICAINS » ALAIN MARSAUD

Nous avons pris connaissance, avec stupeur et gravité, des propos tenus le mercredi 20 juillet 2016 par Alain MARSAUD, Député membre du parti « Les Républicains » sur LCI, chaîne d'information du groupe TF1 :

« Il y a une ville en France... Trappes...dans les Yvelines [...]

Où la république a disparu [...]

La ville est gouvernée par des islamistes, par des djihadistes, par des frères musulmans, par des salafistes [...]

Ils ont pris le pouvoir sur tout, ils gèrent tout : les écoles, la santé, les centres sociaux [...]

Nous condamnons avec la plus grande fermeté ces propos mensongers, choquants et insultants pour les 31 000 Trappistes mais aussi pour toute personne attachée aux valeurs de la République.

Par ses propos qui attisent le rejet et la suspicion vis-à-vis d'une commune et de ses habitants, Alain MARSAUD fait preuve d'un populisme outrancier et d'un cynisme irresponsable à des fins électorales. Ce comportement est totalement indigne d'un représentant de la nation, qui plus est un ancien magistrat.

Nous l'invitons à venir découvrir notre ville, dont il parle manifestement sans y avoir mis les pieds. Il pourra ainsi constater le fossé entre ses déclarations relevant du fantasme et la réalité des choses.

Il pourra ainsi voir qu'il n'y a aucun islamiste parmi les élus municipaux. Que les 36 écoles de la Ville sont toutes publiques sauf une qui est... catholique ! Que le centre de santé et les centres sociaux sont gérés par des employés municipaux dévoués au service public et respectueux de leur devoir de neutralité. Quant à la santé dont il parle, les médecins libéraux et l'Hôpital Privé de l'Ouest Parisien situé à Trappes apprécieront ses déclarations !

Nous vous invitons à la plus grande vigilance, dans le contexte actuel, face à ces prédicateurs de haine qui rajoutent de la tension à la tension et font le jeu des adversaires de la République en cherchant à fracturer la communauté nationale.

La ville a saisi ses avocats afin d'étudier les suites pénales à donner à cette affaire.

Plus proche de vous au quotidien !